

## FAITS SAILLANTS

- Le nombre de PDI dans les régions de Tahoua et Tillabéri estimé à 42 274 personnes
- Les récoltes seront moyennes à bonnes cette année
- Douze districts en épidémie de choléra, niveau très élevé de propagation au plan national
- Des financements en net recul

### CHIFFRES CLES

Personnes dans le besoin au Niger (HNO 2018)	2 300 000
Personnes ciblées au Niger (HRP 2018)	1 800 000
Nb. de personnes dans le besoin dans la région de Diffa (HNO 2018)	419 405
Nb. de personnes ciblées pour l'assistance humanitaire à Diffa (HRP 2018)	419 405

## FINANCEMENT 2018

**338 millions**  
Fonds requis (US\$)

**119 millions**  
**US\$**  
(Soit 42%)  
Fonds mobilisés



Crédit: Allakasso Aboubacar/OCHA

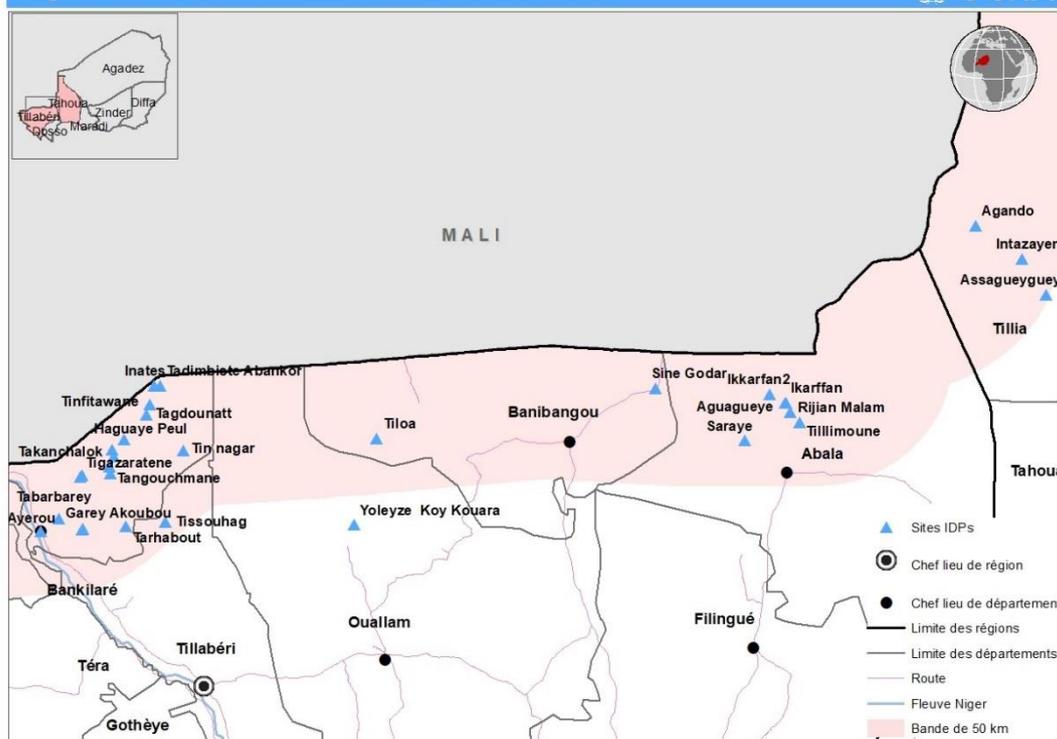
## Au sommaire

Mouvements de populations	P.1
Sécurité alimentaire	P.3
Choléra	P.4
Financement	P.7

## Plus de 42 000 PDI dans le besoin d'une assistance d'urgence dans les régions de Tillabéri et Tahoua

Selon le monitoring protection, la région de Tillabéri a vu le chiffre de personnes déplacées internes (PDI) augmenter de près de 65%. Une évaluation menée dans le département d'Abala (28-31 août) a révélé 15 918 personnes installées dans plusieurs sites, portant le total des PDI enregistrées à 32 703. Il a été constaté que les mouvements de populations restent fluides avec des déplacements secondaires ou même tertiaires. Selon le monitoring protection, 6 102 personnes ont connu au moins deux mouvements dans la commune d'Inatès. Ces mouvements s'expliquent non seulement par un besoin de rapprochement communautaire mais également par celui de disposer d'espaces plus vastes pour leurs animaux.

Niger: Sites de déplacés à Tahoua et Tillabéri (octobre 2018)

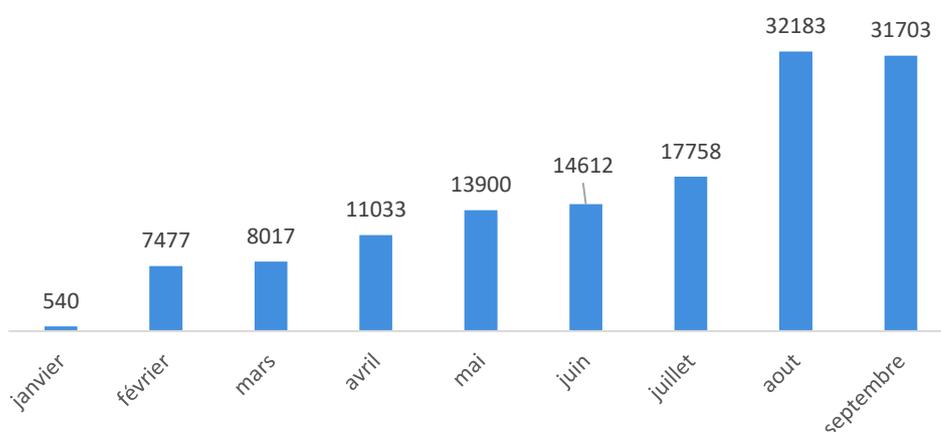


Par contre, certaines communautés ont décidé de retourner vers leurs villages d'origine, notamment 580 personnes (85 ménages) des villages de Tintihoune (49 ménages) et

d'Hagaye nomade (36 ménages). Ce retour est dicté par la nécessité pour certains de ces ménages de retrouver leur habitation habituelle malgré la perte totale de leur cheptel et pour d'autres de continuer l'exploitation des portions de terres cultivées avant leur déplacement forcé.

Restée inconnue jusqu'à une date récente, la situation des PDI dans la région de Tahoua a commencé à s'éclaircir avec les résultats d'une évaluation conduite à Tillia du 5 au 10 septembre 2018. Un total de 10 091 personnes a été recensé dans le département. Fuyant les menaces venant des groupes armés non étatiques basés au Mali, les 10 091 PDI de la région de Tahoua se sont installées sur trois sites, Agando (6 195 PDI), Assageydey (3716 PDI) et Intazayen (180 PDI). Elles ont bénéficié de plusieurs assistances en vivre et autres biens non alimentaires à travers une intervention du PAM et de ACF.

### Nombre de personnes déplacées dans la région de Tillabéri en 2018



**Les PDI installées dans les régions de Tillabéri et de Tahoua ont encore un besoin urgent d'assistance humanitaire. Au nombre de ces besoins figurent l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à l'éducation, à la santé et la protection.**

#### La situation de la réponse et des gaps

Selon le monitoring protection, quelques 900 ménages, comprenant 331 enfants âgés de 6 à 23 mois ont reçu des vivres ainsi que des paquets composés d'éléments essentiels de ménage et des kits scolaires. A cela s'ajoute la diffusion de messages clés relatifs à l'hygiène. Toutefois l'aide humanitaire reste insuffisante dans les zones de déplacement des populations et les mouvements secondaires de populations augmentent la vulnérabilité des personnes déplacées. L'insécurité dans la zone a réduit l'accès des acteurs humanitaires aux déplacés et a eu comme conséquence le retard dans la mise en œuvre des activités de réponse.

#### Un deuxième corridor pour assurer la continuité de l'assistance

Pour faire face aux limitations d'accès humanitaire, les autorités militaires Nigériennes ont mené une opération de sécurisation de zone sur la période du 1<sup>er</sup> au 10 octobre (puis cette période a été étendue au 13 octobre à la demande des partenaires humanitaires) sur l'axe Ayorou-Inates où se trouve la majorité des PDI identifiées.

Aussi, compte tenu de l'ampleur des défis liés à l'accès humanitaire causés par un contexte sécuritaire volatile dans la zone frontalière avec le Mali, un projet du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) est en cours de finalisation pour l'obtention d'un hélicoptère qui permettra de déplacer un maximum d'intrants d'aide et d'assistance humanitaire et d'acteurs humanitaires dans les zones prioritaires d'Ayorou, Tangoushiman, Inaptes et Abonkor sur l'axe Ayorou-Inates.

Un premier corridor avait été ouvert dans la région de Tillabéri du 5 au 7 juillet, puis du 19 au 28 juillet avec une période de sécurisation des populations assistées du 28 au 31 juillet 2018. Il avait permis aux partenaires humanitaires d'accéder aux populations dans le besoin et de procéder au ciblage de 795 ménages vulnérables dont 229 à Tangoushiman et 476 à Inatès.

Pour la région de Tahoua, le premier corridor avait été obtenu pour la période du 27 août au 15 septembre, puis du 26 au 29 septembre. Il a permis aux acteurs humanitaires de

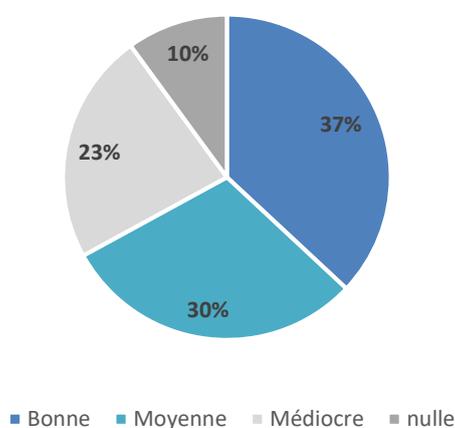
conduire des opérations d'assistance en faveur des déplacés d'Agando et de Assageyguey (département de Tillia). Ces activités conduites par le PAM et ACF ont consisté à des ciblage, des évaluations (4 MSA, 2 ciblage et un diagnostic WASH), des distributions (953 kits NFI et des vivres au profit de 1.089 ménages, soient 8.169 personnes adultes et 816 enfants de moins de 5 ans).

## Campagne agricole 2018 : des perspectives de productions agricoles moyennes à bonnes attendues cette année

Nonobstant des épisodes de sécheresse et les attaques localisées de plusieurs ennemis de cultures susceptibles d'impacter la sécurité alimentaire des ménages, l'issue de la campagne en cours reste favorable et des récoltes globalement moyennes à bonnes sont attendues cette année. Les hauteurs de pluies enregistrées au cours de la saison ont favorisé un bon développement des cultures dans la plupart des villages agricoles du pays. Dans l'ensemble et à la fin août, les cultures (mil, sorgho, niébé, arachide) sont au stade de maturité et même de récolte dans plusieurs zones du pays.

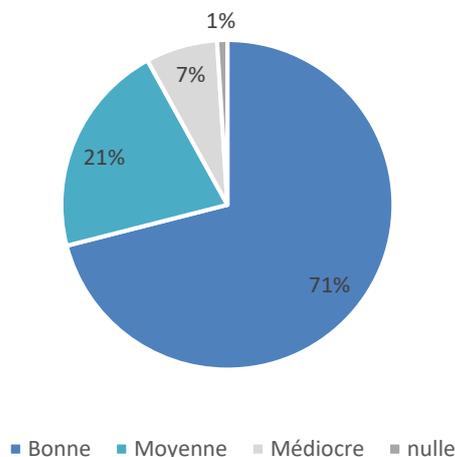
Selon les conclusions du rapport à mi-parcours de la campagne agricole au 31 août, dans la perspective d'arrêt des pluies au 15 septembre (Hypothèse 1), les productions seront bonnes de 37% et moyennes de 30%. Exceptées les régions d'Agadez et de Tillabéri qui présentent des perspectives inférieures à la moyenne, globalement, il est attendu une production moyenne à bonne de l'ordre de 67 % contre 75 % en 2017.

### Perspective de production: hypothèse arrêt des pluies au 15 septembre



En cas d'arrêt des pluies au 30 septembre (Hypothèse 2), les perspectives de production seraient bonnes de 71 % et moyennes de l'ordre de 21 %. Si les conditions agro météorologiques se maintiennent au-delà du 30 septembre, au plan national, les productions attendues seraient de moyennes à bonnes de l'ordre de 92 % contre 95 % en 2017, poursuit le rapport. Au niveau des régions, les productions moyennes à bonnes supérieures à 80 % sont attendues dans toutes les régions, sauf celle d'Agadez où le niveau se situe à 68%, ajoute le rapport.

## Perspective de production: hypothèse arrêt des pluies au 30 septembre



La situation pastorale a été satisfaisante de manière générale et cela, en dépit des poches de sécheresse localisées à Tillabéri, Maradi et Agadez.

La situation alimentaire des ménages a été stable dans l'ensemble. L'approvisionnement régulier des marchés à travers les produits issus des nouvelles récoltes et les actions d'atténuation des vulnérabilités mises en œuvre par l'Etat et ses partenaires<sup>1</sup> ont largement contribué à cette stabilité.

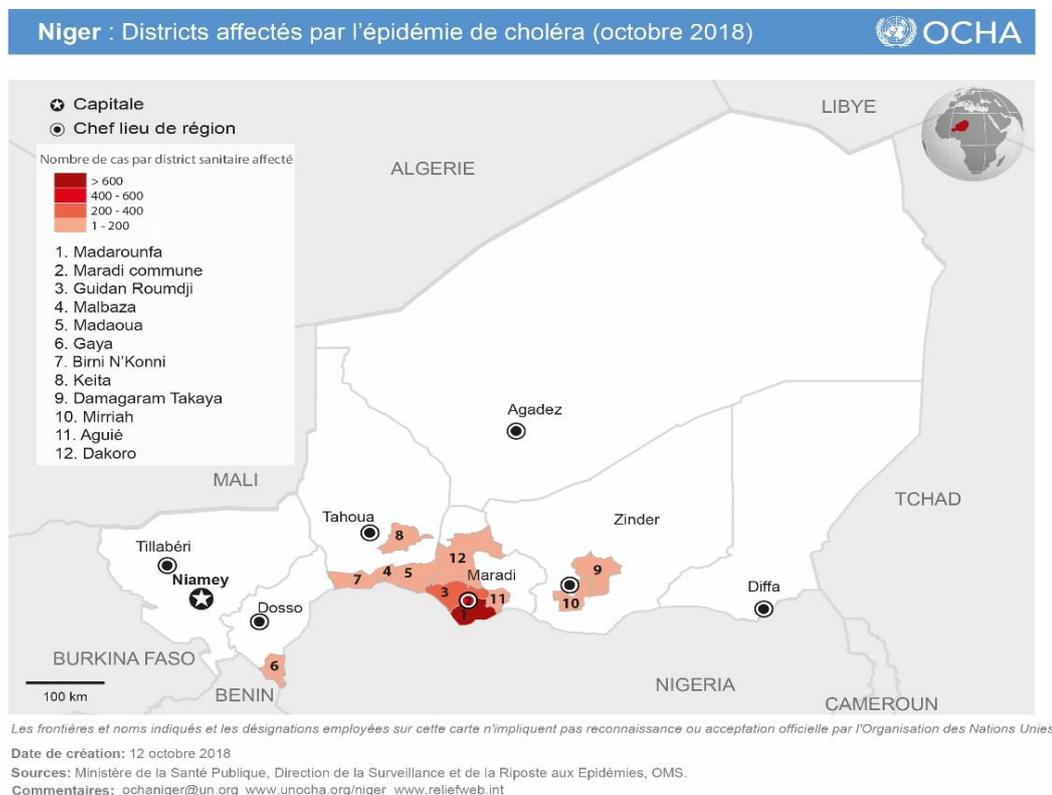
En dehors de la région de Tillabéri qui abrite la plus grande proportion de ménages avec une consommation pauvre, la consommation alimentaire des ménages s'est améliorée entre les mois de juillet et d'août dans toutes les régions, selon le Cluster Sécurité Alimentaire.

## Choléra : L'OMS et les partenaires intensifient leur appui à la riposte à l'épidémie

L'épidémie de choléra en cours au Niger, s'est propagée à douze districts sanitaires. Du 5 juillet au 14 octobre, 3.751 cas de choléra dont 74 décès (létalité 2%) ont été notifiés par les autorités sanitaires contre 1 seul cas en 2017 à la même période. La répartition par tranche d'âge et par sexe indique que 76% des cas ont plus de cinq ans et 53% sont des femmes. Ce nombre de cas est parmi les plus élevés jamais notifié au cours d'une si courte période. De plus, il existe un niveau très élevé de propagation au plan national et un risque élevé de propagation transfrontalière vers les pays du Bassin du Lac Tchad. La menace de l'épidémie à partir du Nigéria et la rupture du pont de Gaya sur la frontière avec le Benin ont contribué à complexifier une situation épidémiologique déjà difficile. Une population de 6 millions de personnes reste à risque d'épidémie. Aussi, l'OMS et les partenaires ont-ils intensifié leur appui aux autorités sanitaires pour la riposte à l'épidémie. Plus particulièrement, après analyse du risque, l'OMS a classifié l'actuelle épidémie du Niger au niveau 2, ce qui signifie que le niveau de riposte requis dépasse les capacités du pays. De ce fait, un système de gestion des incidents a été activé avec déploiement d'un gestionnaire d'incident dans le Bureau Pays et désignation au niveau

<sup>1</sup> Le gouvernement et la communauté humanitaire ont assisté près de 1,6 million de personnes pendant la soudure (juin – août) 2018

régional d'une équipe d'appui à la gestion de l'incident. L'effort actuel de l'OMS et de ses partenaires nécessite un soutien supplémentaire pour pouvoir réduire, raccourcir et contrôler la riposte à l'épidémie chez les personnes touchées et pour préparer des zones à risque dans le pays.



**Fig 1. Carte des districts sanitaires affectés par l'épidémie de choléra au 14 octobre 2018**

Selon les autorités sanitaires, douze districts sanitaires (Madarounfa, Maradi commune, Guidam Roudji, Gaya, Damagaram Takaya, Malbaza, Birni Koni, Keita, Madaoua, Dakoro, Aguié et Mirriah) répartis dans quatre régions à savoir Maradi, Zinder, Tahoua et Dosso sont affectés.

Alors que quatre foyers dans les régions de Zinder (Mirriah et Damagram Takaya) et de Maradi (Aguié et Dakoro) se sont éteints, en revanche, les districts sanitaires de Maradi Commune et Madarounfa, dans la région de Maradi sont toujours en épidémie.

D'après les experts de la Direction de la surveillance et de la riposte épidémiologique (DSRE), des mauvaises conditions sanitaires dont la faible prise en compte des comportements à risque (les habitudes alimentaires, la gestion de l'eau et des dépouilles mortelles ainsi que la saison des pluies en cours dans les zones touchées ont contribué à la propagation de l'épidémie. Les échanges avec la population de l'État voisin de Katsina, au Nigéria, qui connaît également une recrudescence des cas de choléra alimenterait la propagation de la maladie au Niger vu le niveau élevé des activités commerciales et mouvements des personnes entre les deux pays.

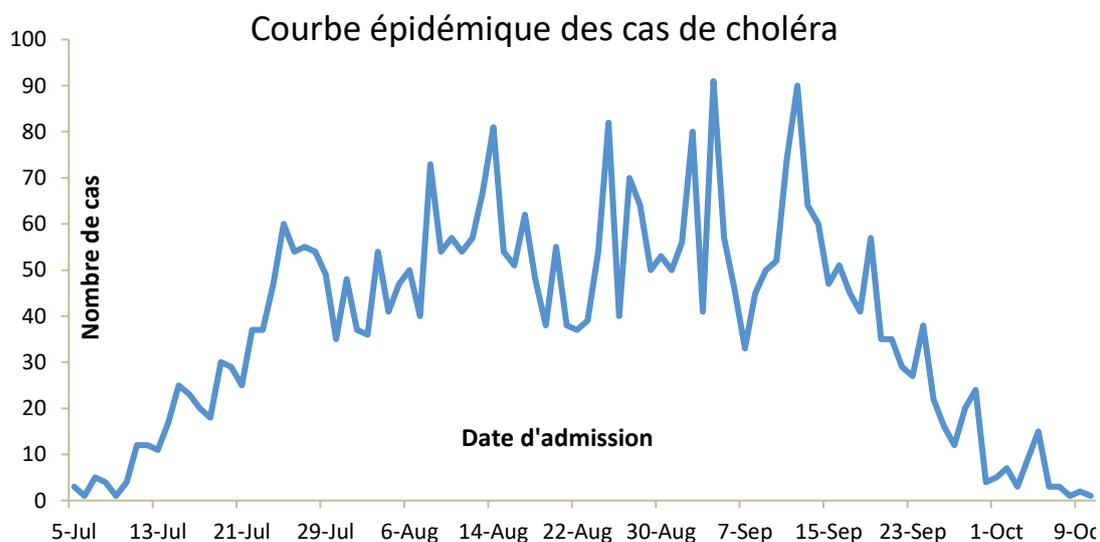
#### La réponse doit être mise à l'échelle

Les efforts du gouvernement et de ses partenaires devraient être davantage orientés vers le renforcement des actions de prévention, de surveillance y compris le laboratoire ainsi que la prise en charge des cas.

Une campagne de vaccination de masse est annoncée dans les tous prochains jours par l'Etat et ses partenaires. Un plan de réponse d'un montant estimé à 6,9 millions USD dont 2,7 millions du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF)

a été élaboré. Les acteurs humanitaires en appellent à la sollicitude et à l'engagement des bailleurs pour une forte mobilisation des ressources en vue d'arrêter l'épidémie.

**Si la prise en charge - avec la mise en place des centres de traitements du choléra (CTC) dans les principaux foyers- a permis de sauver de nombreuses vies, il n'en demeure pas moins que l'épidémie est toujours en cours dans trois régions à savoir Maradi, Tahoua et Dosso.**



Depuis 1971, le choléra est endémique au Niger et les épidémies se produisent généralement pendant la saison des pluies. De 1971 à 2017, le pays a signalé dix épidémies majeures (1971, 1984, 1991, 1996, 2004, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014). Un "Plan Stratégique Multisectoriel d'Élimination du Choléra au Niger (PMSEC-N) 2015-2019", a été élaboré en 2014.

Le choléra est une infection intestinale aiguë due à l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés par le bacille *Vibrio cholerae*. La durée d'incubation est courte, de moins d'un jour à cinq jours. Le bacille produit une entérotoxine qui provoque une diarrhée abondante, indolore pouvant aboutir rapidement à une déshydratation sévère et à la mort du sujet, si le traitement n'est pas administré rapidement<sup>2</sup>.

## Inondations : d'importants dégâts enregistrés, la réponse se fait attendre.

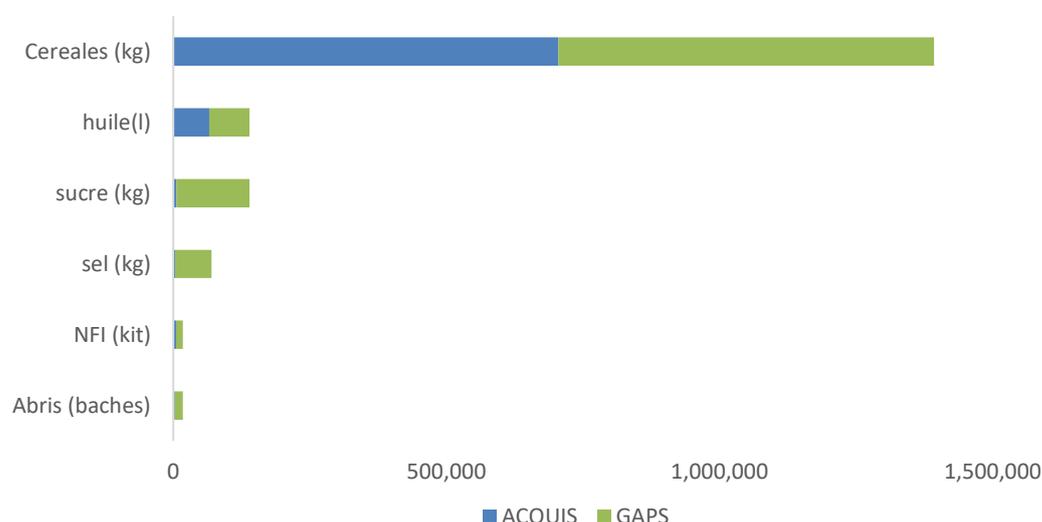
Selon les chiffres produits par la cellule de crise sur les inondations de 2018, la réponse marque le pas. D'importants gaps dans tous les secteurs d'assistance aux populations sinistrées attendent d'être comblés. Par rapport aux besoins requis, le gap approche 50% pour l'assistance en céréales, 70% pour les biens non alimentaires et dépasse 80% pour les abris.

A l'origine de la faiblesse de la réponse, les acteurs pointent du doigt des difficultés d'harmonisation des chiffres sur leurs propres capacités d'interventions, le retard observé dans la réponse, notamment dans la livraison des kits abris. En plus, les vivres stockés dans les chefs-lieux des régions ne sont pas acheminés dans les zones sinistrées, faute de moyens logistiques. A cela s'ajoute la lassitude des bailleurs face à un phénomène récurrent qui nécessite une réponse structurelle robuste.

<sup>2</sup> Pour plus d'information, se rapporter au site de l'OMS : <http://www.who.int/topics/cholera/fr/> et <http://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/cholera>

## Aperçu des besoins et Gaps par secteurs au 30 septembre

## Situation Nationale des besoins et des Gaps par secteurs au 30/09/18



**Au 30 septembre, l'assistance n'a jamais atteint de nombreux ménages sinistrés, notamment ceux qui ont perdu leurs toits pour être par la suite relogés dans des écoles puis délogés suite à la rentrée des classes qui a eu lieu le 1er octobre 2018.**

Au 30 septembre 2018, les intempéries ont affecté 208 416 personnes et causé 45 pertes en vie humaine. Au total, 17 389 maisons se sont effondrées ; près de 32 034 têtes de petits ruminants et 1 904 têtes de gros ruminants perdues et 7 836 ha d'aires cultivables ensevelis.

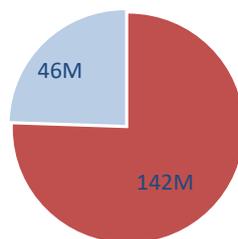
En 2017, à la même période, les inondations ont touché 206 513 personnes dont 56 morts, 12 000 maisons s'étaient effondrées ; 16 000 animaux perdus et 9 804 ha de terres cultivables détruits. Ce chiffre inclut le bilan des inondations pluviales (130 367 personnes touchées) et celui des inondations fluviales (76 146 personnes touchées), montrant que les inondations ont touché davantage plus de personnes en 2018 qu'en 2017.

Les prévisions du plan de contingence multirisque sont largement dépassées, car selon la dernière mise à jour de ce plan, les inondations de cette année devaient affecter environ 170 000 personnes vivant dans les zones inondables.

## Le Plan de réponse humanitaire financé à seulement 42%(Fts au 19 Oct.2018)

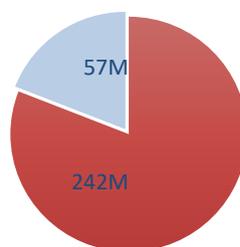
Alors que l'année 2018 tire à sa fin, le niveau de financement du plan de réponse humanitaire peine à augmenter. A date, les ressources mobilisées sont de l'ordre de 142 millions USD, soit 42% du budget prévu, estimé à 338 millions de dollars pour venir en aide à 2,3 millions de personnes dans le besoin en 2018. En effet, il est observable qu'en dépit des nouveaux besoins identifiés au cours de l'année 2018 dans les régions de Tahoua et de Tillabéri, en dépit aussi du nombre élevé de sinistrés des inondations enregistrés à date, en dépit enfin des besoins pour juguler l'épidémie de choléra en cours, ces taux et niveaux de financements restent désespérément au plus bas niveau. En 2017, à la même période, le taux de financement s'élevait à 84%.

### Financement 2018 HRP/Hors HRP



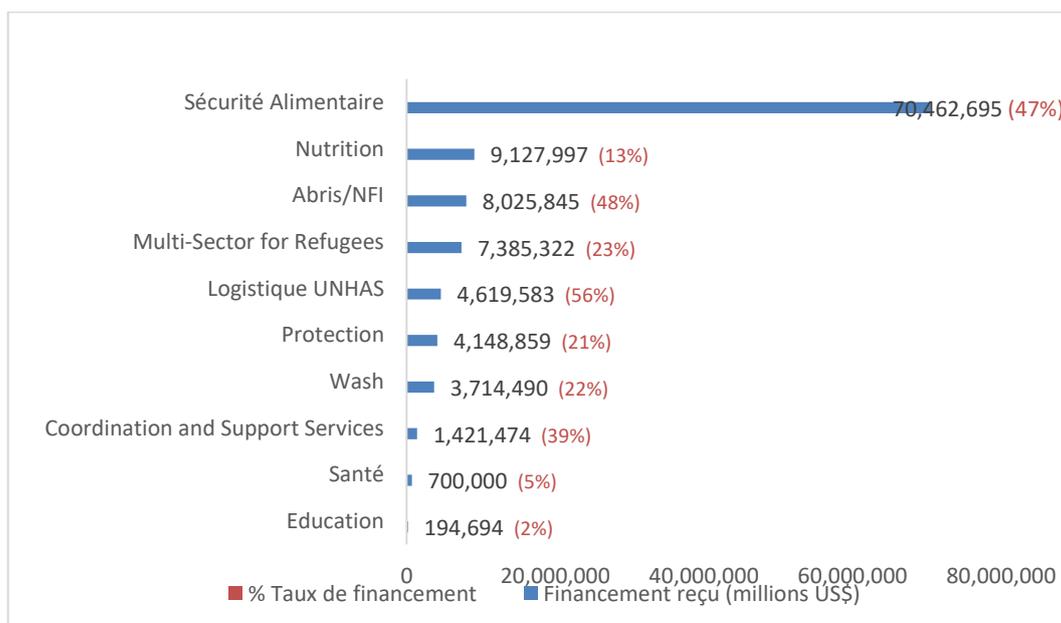
■ HRP Funding (Millions USD) ■ Funding outside HRP (Millions USD)

### Financement 2017 HRP/Hors HRP



■ HRP Funding (Millions USD) ■ Funding outside HRP (Millions USD)

### Financement par secteur (2018) au 19/10/2018

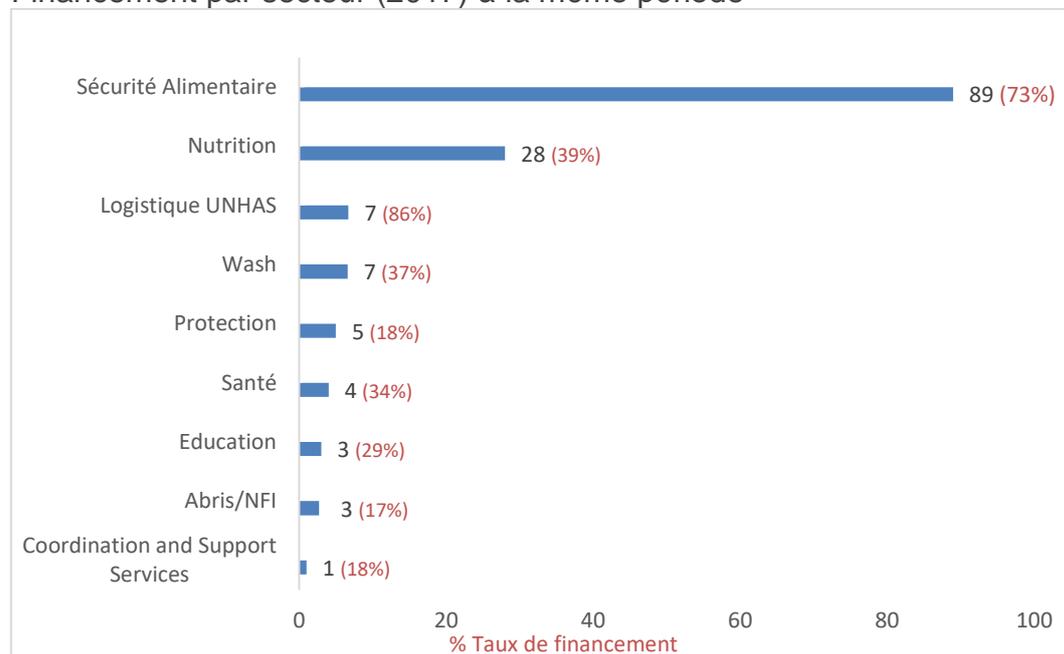


**Total requis (US\$)**  
338 millions

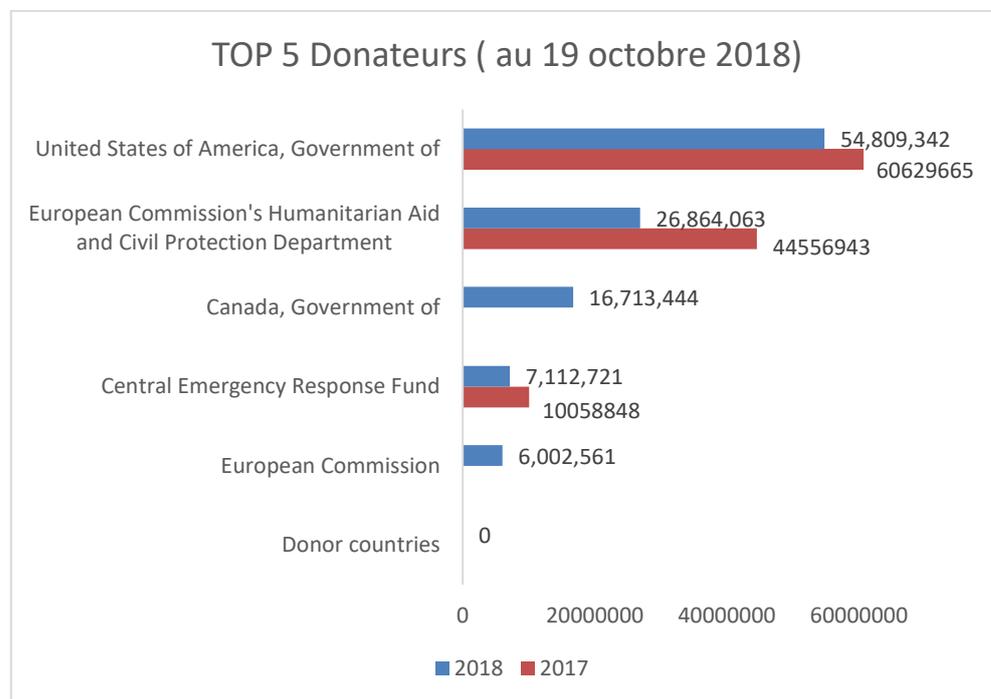
**Total reçu (US\$)**  
142 millions

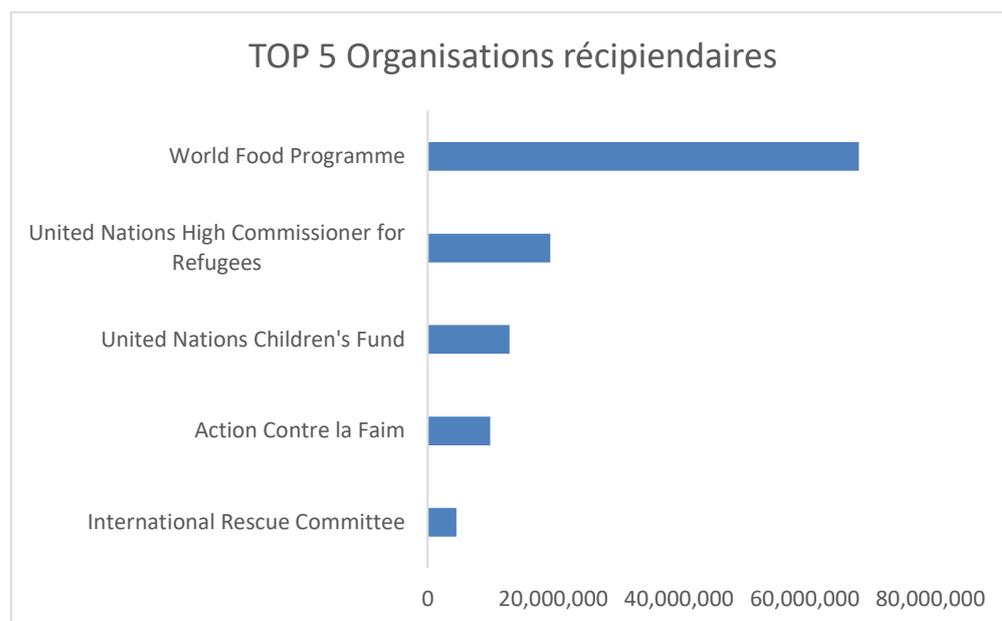
**Taux de Financement**  
42%

### Financement par secteur (2017) à la même période



### TOP 5 Donateurs ( au 19 octobre 2018)





**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Dieudonné Bamouni**, Chef de Bureau, [dieudonneb@un.org](mailto:dieudonneb@un.org), Tél. (+ 227) 96 00 94 98

**Boubacar Hamani Abdoulaye**, Chargé de l'information publique associé, [boubacarhamani@un.org](mailto:boubacarhamani@un.org), Tél (+227) 97 86 96 15

**Mahamane Mourtala Moussa**, Assistant chargé de l'information publique, [moussa29@un.org](mailto:moussa29@un.org), Tél. (+227) 99 55 04 52

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur [www.unocha.org/niger](http://www.unocha.org/niger) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)